

LA DÉMOCRATIE SUR LA LIGNE DE FRONT

Âgée de 35 ans, Nahlah Ayed est correspondante du réseau télévisé CBC à Beyrouth. Après être entrée au service de ce réseau en novembre 2002, elle s'est installée en Jordanie. De là, elle s'est rendue immédiatement en Iraq pour y couvrir les événements qui ont précédé la guerre, puis y est retournée pour faire rapport sur la chute de Bagdad et les suites du conflit. Lauréate d'un prix comme correspondante parlementaire pour la Presse canadienne, elle a aussi couvert la guerre en Afghanistan. Native de Winnipeg, elle parle couramment l'arabe.

Couvrir un scrutin fédéral au Canada est une affectation sans pareille. Dès le déclenchement des élections, toute votre vie est inféodée à la campagne de l'un des chefs de parti. Vous devez dire adieu à vos amis et disparaître.

Quand j'ai fait ma valise pour ma première campagne en 2000, je ne me sentais plus de joie. J'allais enfin vivre une des expériences les plus recherchées par les journalistes affectés à la Colline du Parlement. J'ai vite déchanté cependant, et ce qui m'apparaissait comme une sinécure a exigé un lourd tribut : un horaire de fou, sans grand sommeil, des reportages en cascade et des déplacements aériens dont j'ai fini par perdre le compte.

Mais il m'a été donné, beaucoup plus tard, de constater que tout cela était bien innocent.

Cinq années avaient passé, et j'étais affectée à une campagne fort différente. Là, pas de cordons de velours, ni rassemblement politique et ni avion ou autobus de campagne.

Le 15 décembre dernier, protégée par un gilet pare-éclats et accompagnée de gardes de sécurité armés, je suis entrée dans un bureau de vote en Iraq pour couvrir l'élection du premier gouvernement national permanent depuis l'évincement de Saddam Hussein.

La situation à Bagdad était tellement précaire que, en guise de campagne, les candidats devaient se contenter de faire de la publicité à la télévision et de placarder la ville d'affiches. Les jeunes hommes suffisamment braves pour distribuer des prospectus vantant

leur candidat le faisaient le pistolet à la ceinture.

Le mieux que nous avons pu faire a été d'obtenir une entrevue à la va-vite dans le jardin de notre hôtel avec un politicien sunnite animé d'un optimisme rare à Bagdad. Mithal al-Alusi, qui voulait se tailler une place sur le nouvel échiquier politique iraquien, a payé le prix de ses efforts; il a été la cible de 14 tentatives de meurtre et a perdu deux de ses fils.

Cela ne l'a pas empêché de se porter candidat, malgré ce qui semblait être une tentative délibérée de lui barrer la route. Et même s'il avait le profil voulu — costume à la mode et carte de visite encore plus à l'avenant —, je n'avais jamais jusque-là eu affaire à pareil politicien.

Vivant au Moyen-Orient depuis trois ans, j'ai couvert plusieurs élections très différentes de ce que nous connaissons au Canada, des élections qui ont chamboulé ma définition assez étroite du reportage politique.

En septembre dernier, au Caire, j'ai vu des fidèles du président égyptien Hosni Moubarak assis dans le hall d'un bureau de vote et scandant des slogans en faveur du président de longue date, tandis que les observateurs électoraux de l'endroit étaient interdits d'accès.

Lors des élections libanaises le printemps dernier, par un beau jour ensoleillé, la présence incongrue d'un char d'assaut à l'extérieur d'un bureau de vote à Beyrouth m'a fait sourciller. Les observateurs électoraux canadiens qui sortaient de ce bureau offraient un



Nahlah Ayed, correspondante de CBC à Beyrouth : les gens dans la région « ont montré une indubitable volonté d'embrasser le processus démocratique. »

photo : avec la permission de CBC

contraste frappant avec les militaires armés jusqu'aux dents qui se trouvaient tout près.

À la fin 2004, en Arabie saoudite, j'ai écouté avec ahurissement un officiel cultivé expliquer poliment pourquoi l'admission des femmes aux élections municipales prochaines ne cadrerait pas avec la société conservatrice du pays.

Après avoir ressassé ces épisodes dans ma tête, j'ai commencé à les voir sous un angle différent. En Iraq, l'élection, qui a exigé la fermeture de tout le pays pour des raisons de sécurité, a attiré près de 70 p. 100 des électeurs admissibles. En Égypte, il s'agissait de la première élection présidentielle à candidats multiples depuis l'arrivée au pouvoir de Moubarak il y a 24 ans, et elle s'est déroulée presque sans incident. Au Liban, c'était, en 30 ans, le premier scrutin libre de toute influence politique syrienne. Et en Arabie saoudite, les élections municipales ont été saluées comme l'amorce d'un processus démocratique élargi auquel les femmes participeront bien un jour.

Aucune de ces élections ne ressemblait à ce que nous, en Occident, qualifierions d'ordinaire, et certaines visaient même un but précis. Mais, à divers degrés, les citoyens de ces pays ont fait montre d'une indubitable volonté d'embrasser le processus démocratique.

Cela était manifeste — et nul besoin d'affiches sur les pelouses, de grands rassemblements et d'avions de campagne sans lesquels, avais-je cru un jour, il était impossible d'avoir des élections. 🍁